

CONGRÈS INTERNATIONAL DE L'UNESCO SUR LE
DIALOGUE INTERRELIGIEUX ET UNE
CULTURE DE PAIX
Tachkent, Ouzbékistan, 14-16 Septembre 2000

1. Contexte général du programme de dialogue interreligieux de l'UNESCO:

Le programme de dialogue interreligieux de l'UNESCO «Convergences spirituelles et dialogue interculturel» vise à mettre en lumière la dynamique de l'interaction des traditions spirituelles et de leurs cultures spécifiques, en soulignant les apports et emprunts qui ont eu lieu entre elles. Il s'efforce également de favoriser la connaissance réciproque et l'exploration d'un héritage commun et de valeurs partagées. Ainsi, le dialogue interreligieux est conçu en tant que composante essentielle du dialogue interculturel. Depuis le lancement de ce programme en 1995, l'UNESCO a réuni entre elles des personnalités issues de religions, de traditions spirituelles et de cultures diverses, leur permettant ainsi de reconnaître, et d'affirmer par des déclarations officielles, aussi bien la similitude de leurs valeurs spirituelles que leur engagement au dialogue interreligieux.

Les textes adoptés à l'occasion de rencontres antérieures, organisées par l'UNESCO, dans le cadre du dialogue interreligieux, à Barcelone (1994), Rabat I (1995), Malte (1997), Rabat II (1998) et Bishkek (1999), recommandent à l'Organisation de donner la priorité au dialogue interculturel et interreligieux dans le domaine de l'enseignement et de la formation, afin de favoriser la connaissance réciproque des valeurs spirituelles et éthiques communes, et d'intensifier l'interaction entre les religions et traditions spirituelles. Dans cette perspective, un questionnaire fut adressé aux 4.000 principales institutions éducatives dans le monde, pour identifier les expériences suivies dans les pays et, également, cerner les besoins courants en termes d'outils pédagogiques et d'enseignement spécialisé adéquats. Les résultats obtenus des réponses collectées, ainsi que l'élaboration des futurs programmes seront examinés dans des ateliers à l'échelle régionale. Ceux d'Asie centrale (Kazakhstan et Kirghizistan) sont déjà programmés pour l'an 2001.

Aussi, les chaires UNESCO portant sur le sujet «Écritures, traditions spirituelles et leurs cultures spécifiques» sont en train de se mettre en place dans des centres académiques connus pour leur expérience dans ce domaine, réunissant des professeurs et des chercheurs spécialisés dans des domaines multidiscipli-

naires des études de religion et chargés de favoriser le dialogue interreligieux. Le réseau des chaires UNESCO vise à encourager la coopération internationale et l'échange dans le domaine du dialogue interreligieux et interculturel.

Citées dans l'ordre chronologique, les chaires créées sont les suivantes :

1. France: «Chaire de connaissance réciproque des religions du livre et de l'éducation pour la paix», à l'Institut universitaire européen Rachi de Troyes (responsable : le grand rabbin René Samuel Sirat) et l'Université de Reims Champagne-Ardennes.
 2. Grande Bretagne: «Chair in Interfaith Studies», Centre for the Study of Islam and Christian-Muslim relations (CSIC), Collège Selly Oaks, Université de Birmingham (responsable, M. Joergen Nielsen).
 3. France: «Chaire sur les itinéraires culturels et religieux», Centre d'études des religions du livre (CERL), Unité de recherches du CNRS, Paris (responsable: professeur Philippe Hoffman, coordinateur: Mme Nicole Gdalia Kaminski), et l'Ecole pratique des hautes études (Section sciences religieuses).
 4. Tunisie: «Chaire d'étude comparative des religions», Faculté des lettres de la Manouba - Université de Tunis I (responsable: M. Abdelmajid Charfi).
 5. Kirghizistan: «Chaire d'étude des cultures et des religions», Université kirghizo-russo-slave, Bishkek, (responsable: Alexandre Alyanchikov et Ednan Karabaev).
 6. Israël: «Chaire d'études interreligieuses», École d'Elijah pour l'étude de la sagesse des religions universelles, Jérusalem (responsable : M. Alon Goshen-Gottstein); Université de Mc Gill de Montréal (Québec).
 7. Roumanie: «Chaire sur l'échange interculturel et interreligieux, Académie internationale d'études des cultures et des religions de l'Académie roumaine, Bucarest (responsable : M. Martin Hauser).
 8. Ouzbékistan: «Chaire d'étude comparative des religions universelles», Université islamique de Tachkent (responsable : M. Akhadjon Khasanov).
- 2. Congrès international de dialogue interreligieux de Tachkent (14-16 septembre 2000)**

Le Forum international «Culture et religion en Asie centrale» tenu en septembre 1999, à Bishkek (Kirghizistan) fut la première action à avoir établi un début de dialogue en profondeur dans la région. Dans sa déclaration, le Forum a fortement recommandé la poursuite des efforts conjoints de réflexion sur des activités efficaces dans le domaine du dialogue interreligieux. L'une de ces activités envisagées fut l'organisation d'une conférence à Tachkent en l'an 2000, dans le but de mettre en valeur le pluralisme culturel, spirituel et ethnique en Asie centrale.

Lors de sa 30e session, la Conférence générale de l'UNESCO, tenue en novembre 1999, a approuvé la proposition de l'Ouzbékistan d'accueillir à Tachkent, du 14 au 16 septembre 2000, un congrès international de dialogue interreligieux, organisé par l'UNESCO, dans le cadre des projets : «Convergence spirituelle et dialogue interculturel» et «Est-Ouest : Dialogue interculturel en Asie centrale». Ont ouvert les travaux du congrès le Directeur général de l'UNESCO, M. Koïchiro Matsuura, SAR le prince Hassan Bin Talal de Jordanie et le vice-premier ministre d'Ouzbékistan, M. Hamidulla Karomatov, qui lut un message du président, M. Islam Karimov (annexe II) ; 80 participants et observateurs issus de 40 pays et représentant la plupart des traditions religieuses et spirituelles du monde (annexe I) prirent part aux débats ouverts par les principaux orateurs, et qui portaient sur les quatre thèmes suivants : 1. Connaissance réciproque et interactions entre religions et traditions spirituelles, 2. Education et dialogue interreligieux et interculturel, 3. Dialogue interreligieux en Asie centrale, 4. Actions conjointes pour la paix et la prévention des conflits. A l'issue du congrès, un symposium sur «Le soufisme et le dialogue interreligieux», fut organisé le 18 septembre, à Boukhara, à titre de contribution visant à jeter les bases d'une société ouverte et tolérante, en mettant en avant le renouveau en Asie centrale, du courant mystique et tolérant, le soufisme, en tant que dimension spirituelle partagée par d'autres régions du monde islamique, depuis la Chine et jusqu'au Maghreb.

RAPPORT FINAL

Sommaire des débats

1. *Connaissance réciproque et interactions entre religions et traditions spirituelles*

Six principaux discours et huit interventions ont posé en prémisses le fait que la cause des fausses interprétations et des malentendus entre les religions, traditions spirituelles ou cultures réside dans le manque de connaissance mutuelle de leurs fidèles et, donc, dans l'incapacité d'apprécier leurs différences et divergences de vue. L'amélioration de la connaissance réciproque des religions et l'intensification de leurs interactions en constituent le principal remède.

En ce qui concerne les trois religions monothéistes, le constat de la situation émergente s'avère satisfaisant. De nombreux points communs les réunissent déjà. Leurs origines remontent au même couple d'ancêtres et leurs valeurs éthiques reposent sur une même base, celle des Dix Commandements.

De nombreux orateurs ont évoqué d'autres obstacles qui s'opposaient à l'amélioration de la connaissance réciproque et à l'intensification de l'interaction entre les traditions se reconnaissant d'Abraham. Le plus important de ces obsta-

cles, affirme-t-on, résidait dans la difficulté d'oublier les conflits et incidents qui ont marqué leur histoire commune. Le débat engagé autour de la question fut conclu par une mise au point faite par l'un des orateurs, qui affirmait que les actes de souvenir et d'oubli doivent faire l'objet d'une initiative volontaire, à laquelle participeraient toutes les parties impliquées. L'action de se souvenir et d'oublier doit être entreprise en commun, a-t-il souligné. Cela implique que chacun accepte de réviser ses propres affirmations et d'interroger ses craintes du passé afin de les surmonter. D'autres orateurs ont suggéré que la condition préalable à l'intensification d'une interaction entre ces religions aux effets bénéfiques, résiderait dans le pardon sollicité par ceux qui ont perpétré des actes de discrimination et de persécution religieuse ou d'autres actes hostiles semblables, d'un côté, et aussi dans le pardon accordé par les victimes, de l'autre. La demande de pardon récemment exprimée par l'Église catholique fut reconnue comme un premier pas sur la bonne voie. Certains orateurs répliquaient qu'un pardon devait être demandé et pouvait aussi être accordé, mais que l'obligation du souvenir interdisait l'oubli. La mémoire mène, notamment, au dialogue et permet de nouer des relations d'amitié entre les religions.

Différents exposants ont souligné la tendance au dialogue et à la coopération entre les trois religions monothéistes. Alors que l'on a exprimé sa satisfaction face aux progrès actuels du dialogue et de la coopération islamo-chrétienne, l'on a souligné l'urgence de remédier à l'insuffisance de la connaissance et de la compréhension de l'islam. Le Modérateur insistait sur la nécessité de procéder à une étude «d'anthropologie de l'angoisse et de la souffrance».

Deux représentants du bouddhisme ont rappelé que le dialogue interreligieux n'était pas réservé aux trois seules religions monothéistes. L'implication des religions orientales, telles que hindouisme, bouddhisme, jainisme et sikhs doit dépasser le fait d'être considérées en bloc, comme «sagesse orientale». L'un des orateurs expliqua comment la nouvelle Université bouddhiste mondiale, fondée par «World Fellowship of Buddhists» envisageait de favoriser la coopération et la connaissance réciproque.

Une alternative à l'oubli de l'histoire et pour l'amélioration des relations entre les religions fut proposée en termes de rapport objectif à l'histoire. Les débats furent achevés sur l'évocation d'une ordonnance remontant au III^e siècle av. J. C., prononcée par le bouddhiste indien, l'empereur Asoka, et dans laquelle fut stipulé que : (a) chaque religion doit étudier les autres religions et doctrines, et (b) toutes les religions doivent se rencontrer et maintenir le contact afin de développer leur essence intrinsèque.

2. *Formation au dialogue interreligieux et interculturel*

Les religions du monde prêchent la paix, mais bien souvent, elles furent impliquées dans les conflits. Tantôt elles servaient d'outil d'oppression, tantôt

elles la subissaient. Au cours des dernières années, les conflits religieux s'étendaient des Balkans jusqu'à l'Asie du Sud-Est et, en dépit des déclarations des Nations Unies, la liberté religieuse est souvent bafouée, aujourd'hui comme hier, une génération auparavant. Parmi les différentes mesures susceptibles de remédier à cette situation, il en est une qui consiste à développer la compréhension mutuelle. Ceci exige des changements stratégiques des attitudes, leur connaissance, ainsi que la connaissance et le fait d'apprendre à reconnaître que notre monde est aujourd'hui entièrement pluraliste. Fondamentalement, il faut que le dialogue soit reconnu comme essentiel à la vie avec l'autre. Cela ne signifie pas que l'on va abandonner la traditionnelle étude académique de ces sujets, mais bien au contraire. Les études des textes, de l'histoire, de l'interaction entre religion et processus socio-économiques, ainsi que l'étude du rôle de la religion dans la vie privée et dans l'espace public doivent être renforcées et élargies. Toutefois, les érudits pratiquant une certaine religion doivent également être impliqués dans le projet académique critique, ce qui profitera aux deux communautés à la fois, la communauté religieuse et celle des chercheurs, et permettra, peut-être, de surmonter l'antagonisme traditionnel entre les deux sphères.

L'expérience d'une telle coopération entre chercheurs doit, ensuite, être appliquée, aussi bien dans sa substance que dans son processus de dialogue, à l'éducation et à l'enseignement. L'éducation conventionnelle des enfants dans les écoles primaires et secondaires est cruciale. De nombreux pays ont développé de nouvelles approches pour l'enseignement de la religion, de l'histoire, de la littérature et de la géographie, etc. dans la perspective de favoriser la tolérance et le respect des autres religions et cultures. Une telle innovation requiert un examen critique et une évolution dans la conception des programmes, dans l'édition des manuels scolaires et des sources dans le domaine des multimédias, mais avant tout la conception de nouveaux modèles pour la formation des enseignants. Beaucoup d'autres pays ont péniblement engagé un tel processus de renouveau, mais aussi longtemps que l'on différencie religion et culture, la paix demeurera menacée.

Il est d'une importance cruciale que la personne responsable de l'éducation des enfants soit formée à une telle approche basée sur le dialogue. Le produit du savoir nécessaire à cette fin doit, ensuite, être transposé sur l'enseignement dans les universités et les collèges, où sont entraînées de nouvelles générations d'enseignants et de formateurs d'opinion. Mais l'éducation occupe également une place informelle au sein de la famille et de la communauté, où les dignités religieuses (prêtres, ulémas, moines bouddhistes, rabbins, etc.) exercent souvent une influence déterminante. Les collèges et séminaires préparant à de telles fonctions doivent également être encouragés à participer à ce projet.

Alors que nous réfléchissons à la question en termes généraux, il est indispensable de tenir en même temps compte des circonstances locales, si l'on veut

éviter les erreurs. De même que le dialogue central doit être noué entre les religions et les cultures, il est essentiel qu'il soit accompagné d'un dialogue entre l'universel et le local.

Il a été relevé que le projet des chaires UNESCO mis au point par le Département du dialogue interculturel et du pluralisme de l'UNESCO pouvait être un moyen permettant de jouer un rôle de premier plan sur la voie de la création d'une culture de paix. Aussi le Net dispose d'un important potentiel pour développer et diffuser le savoir déjà évoqué en servant de trait d'union entre les perspectives locales et la philosophie globale. Il peut également jouer un rôle significatif dans l'enseignement et la formation, aussi bien dans le secteur universitaire que dans celui de la formation professionnelle religieuse.

3. Dialogue interculturel et interreligieux en Asie centrale

De nombreux orateurs de la liste ont indiqué que l'Asie centrale est peuplée de populations de cultures et de religions diverses au passé riche en expérience de coexistence harmonieuse, tout en notant, toutefois, que les risques de conflits dont les acteurs sont issus de militantismes extrémistes menant des luttes armées contre les gouvernements locaux se révélaient comme une réalité vécue dans cette partie du monde. Comme l'ont signalé de nombreux orateurs, ce militantisme est soutenu par l'apport financier que ses membres dégagent grâce à leur implication dans le trafic de drogue, mais également grâce à l'appui moral et à d'autres formes d'appui qu'ils reçoivent d'organisations et de gouvernements étrangers à la région, hostiles aux gouvernements postsoviétiques d'Asie centrale. Par ailleurs, l'un des orateurs a soutenu que l'Occident cherchait à diviser et à affaiblir le monde islamique afin de le dominer. Un autre a affirmé que le monde réalisait aujourd'hui les risques d'instabilité dans la région sans, toutefois, que la communauté internationale entreprenne une action d'envergure pour endiguer ce problème.

Différents orateurs ont souligné que les organisations et chefs religieux avaient un important rôle à jouer dans la réalisation d'une harmonie sociale dans la région. Également des organisations extérieures doivent être impliquées dans l'amélioration de la vie des populations et le renforcement de leur sécurité, telles que les Nations Unies (soutenir la coordination des efforts antiterroristes ainsi que le développement économique) et d'autres organisations (soutenir l'éducation et répondre à des nécessités élémentaires). Il était également question de plus d'information sur l'islam et de son enseignement, ainsi que sur d'autres religions afin que le message de modération enseigné par les religions atteigne ceux qui sont susceptibles d'employer la violence. Un autre orateur a évoqué le climat de tensions qui régnait dans la région.

Deux orateurs ont souligné l'intérêt de réunir des personnalités écoutées du monde religieux et culturel de la région, qui useraient de leur autorité morale

afin de stimuler le débat sur les questions urgentes d'ordre moral et social qui se posent à la région. Un autre a fait valoir que la question la plus brûlante en Asie centrale concernait la divergence des visions sur le rôle de l'islam et des autres religions dans le cadre de la société, ainsi que l'importance de reconnaître le caractère réel et légitime des différences qui existent entre les valeurs défendues par les musulmans conservateurs et celles représentées par les courants laïques. Ces divergences devaient être réconciliées afin de permettre à la région de vivre en bon accord. Différents orateurs ont indiqué que le dialogue et la compréhension entre les différentes positions traversaient une phase critique et que des mesures concrètes s'imposaient afin de remédier à la situation.

4. *Actions conjointes pour la paix et la prévention des conflits*

La plupart des premières mesures prises en faveur d'un dialogue interreligieux convergeaient sur l'importance de renouer les contacts et de rétablir la confiance entre les leaders et les intellectuels des différentes communautés. Les initiatives ultérieures se sont concentrées davantage sur la construction d'un cadre de dialogue plus élargi, grâce à l'éducation en particulier. Cependant, la réunion de Tachkent a mis davantage l'accent sur le déplacement de l'attention vers une base de collaboration entre les différentes religions et sur la possibilité de s'engager dans des actions permettant de résoudre les conflits et d'aborder des préoccupations sociales plus larges.

En arrière-plan des actions possibles, les vastes avantages des communautés religieuses furent largement reconnus comme sans égal dans la société civile. Implantés dans chaque ville et chaque village, ils furent considérés comme une ressource de la plus haute importance culturellement parlant, en particulier dans les secteurs de l'éducation, de la santé, du bien-être et du développement social. Leurs moyens de communication et leurs réseaux de diffusion efficaces furent aussi mentionnés, particulièrement dans le contexte d'une mobilisation de la société civile par rapport à des résultats pratiques.

Mais au-delà des avantages des seules religions individuelles, les bénéfices d'une collaboration interreligieuse remportèrent une attention particulière. Le puissant symbole, par exemple, d'importantes rencontres et d'actions communes dans des situations conflictuelles, peut fournir un témoignage précieux de la capacité des peuples à se réconcilier et vivre en parfaite intelligence. On peut aussi obtenir de substantiels bénéfices à partager les ressources et mettre les efforts en commun, au moins celui de réduire les conflits par rapport aux maigres ressources. Cette sorte de collaboration, a-t-on pensé, pourrait potentiellement être hautement significative pour remédier aux problèmes sociaux endémiques dans toutes sortes de contextes.

Toutefois, si ce potentiel doit être réalisé, il fut avancé la nécessité de considérer nombre de facteurs, économiques, sociaux, culturels et politiques.

Les engagements nationaux existants, concernant la liberté du culte, de même que le soutien des droits religieux en apportant les cadres légaux nécessaires doivent faire l'objet d'une attention particulière. De telles actions menées par l'Etat, a-t-on suggéré, sont d'une importance cruciale pour assurer un climat de respect et de tolérance à l'égard de la diversité religieuse.

D'autre part, l'accent a également été mis sur la nécessité de passer d'une culture de règlement de conflits à une culture de prévention des conflits.

Pour y parvenir, des expériences en provenance de différentes communautés et d'organisations locales ayant entrepris une collaboration multireligieuse ont été citées à titre d'exemple, ce qui permet de dresser un portrait très encourageant d'activités à caractère international, de plus grande envergure. Ceci comprenait un important soutien et un travail de négociation à Mindanao et en Sierra Leone, ainsi qu'un effort plus convergent pour le développement d'un cadre légal pour les communautés religieuses en Bosnie-Herzégovine.

Un orateur a également souligné l'importance d'élargir le dialogue pour englober ceux que l'on désigne quelquefois par «extrémistes», ou «fondamentalistes», ainsi que la nécessité d'éviter tout sens péjoratif de ces termes. Dans cette même perspective, il a été reconnu que les conflits tendent à polariser les groupes et à amplifier les problèmes, d'où la nécessité de veiller aussi à faire participer des groupes isolés. Un autre orateur a déclaré que, par définition, les extrémistes sont susceptibles de ne pas répondre à l'appel au dialogue et que, par conséquent, il convenait de prendre des mesures préventives à l'encontre de toutes formes d'extrémisme et de terrorisme. Le rôle des médias à cet égard fut fortement mis en avant, ainsi que leur encouragement à s'engager comme partenaires dans le processus de résolution des conflits religieux.

Recommandations

1. Compte tenu du fait que les fausses interprétations et les malentendus entre une religion, une tradition spirituelle ou une culture et une autre sont le fait de l'ignorance et de la méconnaissance mutuelle, la priorité doit être donnée à l'encouragement de l'étude et de l'évaluation de toutes les religions à tous les niveaux, que ce soit par l'enseignement informel, conventionnel et non conventionnel.
2. Dans la mesure où le souvenir des expériences passées ne constituait pas d'obstacle à la reconnaissance et à l'estime mutuelles entre religions, notamment lorsqu'elles ne sont considérées par aucune des parties comme un motif de vengeance ou de haine, le dialogue interreligieux doit, le cas échéant, affronter le souvenir des actes passés de discrimination, de persécution et d'hostilité de sorte qu'ils puissent être surmontés et que la solidarité fraternelle puisse se développer, à l'avenir, entre les groupes religieux.
3. Dans la mesure où toutes les religions appellent à la paix et à l'harmonie comme un objectif d'importance suprême, et compte tenu du fait que la mission

éthique de l'UNESCO est d'encourager la paix pour faire régner la fraternité et la solidarité entre les nations, toutes formes d'extrémisme et de terrorisme doivent être condamnées.

4. Afin de soutenir le dialogue interreligieux, l'UNESCO doit:

- a) conjointement avec d'autres institutions internationales, des gouvernements et des leaders religieux, oeuvrer au développement, à tous les niveaux, d'un enseignement basé sur le pluralisme et l'esprit de dialogue ;
- b) soutenir la production des moyens éducatifs destinés à encourager la compréhension des différentes religions en tant que partie intégrante de «l'histoire de la civilisation d'Asie centrale» et à favoriser le «dialogue interculturel Est-Ouest en Asie centrale» ;
- c) encourager et participer activement au développement de la coopération entre les chaires universitaires et les départements des études religieuses et de la culture.

5. L'UNESCO et les autres institutions concernées doivent rechercher les voies et les moyens de:

- a) favoriser et protéger la liberté du culte et des convictions par des mesures légales, lorsqu'elles sont applicables ;
- b) prévenir l'intolérance et la discrimination pour des motifs religieux et de convictions ;
- c) mettre en valeur le dialogue et la coopération entre les religions ;
- d) encourager et soutenir la réflexion sur le rôle de la religion au sein de la société et de l'Etat ;
- e) étudier l'effet de la laïcité sur le dialogue interreligieux.

6. Dans le but de prévenir et de résoudre les conflits, les leaders religieux et les institutions doivent, avec le concours de l'UNESCO, des institutions internationales, des ambassadeurs de bonne volonté de l'UNESCO et des personnalités de notoriété :

- a) oeuvrer conjointement avec les institutions académiques dans un respectueux esprit de dialogue afin de promouvoir la paix et l'harmonie ;
- b) soutenir les efforts susceptibles de favoriser l'enseignement pour une entente mondiale ;
- c) initier et encourager des débats élargis sur les issues sociétales des défis conflictuels et moraux potentiels, aussi bien à titre de débats publics que sous forme de rencontres de personnalités de notoriété ;
- d) rechercher et mettre en oeuvre la coopération des réseaux et institutions de communication consacrés à la paix et à la solution des conflits ;

- e) s'engager au dialogue avec toutes les religions dans un esprit de pluralité et d'ouverture, observant le principe de l'égalité des religions entre elles.
7. Par ailleurs, afin de prévenir le déclenchement de conflits violents, l'UNESCO et les institutions internationales doivent:
- a) entreprendre une évaluation stratégique des causes et circonstances susceptibles d'entraîner les religions à appeler à la violence et/ou à adopter des positions extrémistes;
 - b) développer des mécanismes et des processus consultatifs entre les communautés religieuses et les gouvernements comme moyen de résoudre les litiges et de faire participer des personnes ayant des compétences en matière religieuse;
 - c) considérer la constitution de missions proactives d'experts en conflits religieux, à la demande des Etats concernés ou avec leurs consentement;
 - d) encourager l'échange d'informations, d'expériences et de sources concernant les droits religieux et la solution des conflits avec le concours de tous les médias disponibles.
8. Les leaders religieux sont appelés à promouvoir la solidarité pour le bien-être de tous les peuples, en prêtant une attention particulière aux pauvres oubliés et en explorant les voies et les moyens nécessaires pour assurer une vie heureuse pour tous.

Declaration

Nous, les participants au Congrès de l'UNESCO sur le dialogue interreligieux, réunis à Tachkent, du 14 au 16 septembre 2000, déclarons conjointement avec l'UNESCO et le gouvernement d'Ouzbékistan, ce qui suit:

1. affirmons sur la base des exposés riches et variés obtenus à l'issue de débats libres et sincères sur les questions complexes concernant le dialogue interreligieux, notre détermination à poursuivre nos efforts en vue d'avancer le dialogue et la coopération interreligieux comme une importante étape positive dans la lutte pour une culture de paix ;
2. adressons nos recommandations aux autorités religieuses, à l'UNESCO et à la communauté internationale, et leur demandons de les prendre en considération et de les mettre en œuvre ;
3. exprimons nos profonds remerciements et notre estime à S. Exc., M. Islam Karimov, président d'Ouzbékistan, ainsi qu'à S. Exc. M. Koïchiro Matsuura, directeur général de l'UNESCO, pour leur initiative de réunir cette conférence et pour leurs messages encourageants ;
4. témoignons notre gratitude au gouvernement et au peuple d'Ouzbékistan pour leur bienveillance et leur hospitalité généreuse.

Bureau du Congrès :

Président : M. Hamidulla Karomatov

Vice-Présidents : le révérend Junsei Terasawa, Mgr Lorenzo Frana, M. Abdelwahab Tazi Saoud.

Rapporteur général : M. Ananda Guruge

Rapporteurs (dans l'ordre des sessions) : le révérend Jacky Argaud, MM. Joergen Nielsen, John Schoeberlein, John Baldock

Modérateurs (dans l'ordre des sessions) : le prince Hassan Bin Talal, M. André Chouraqui, le grand rabbin René Samuel Sirat, Mme Anara Tabyshalieva, Mme Aziza Bennani, M. Doudou Diène.